

Refonder l'école

Les questions décisives

Pierre Frackowiak

Il est toujours étonnant de constater que les partis politiques reconstruisent toujours des projets pour les nouvelles échéances électorales en partant de zéro. On oublie le passé même récent, on oublie les projets élaborés pour les élections précédentes, on oublie que d'autres n'ont pas attendu la veille d'une élection pour élaborer des projets, on oublie les états d'âme des acteurs sur le terrain, qui, actuellement, souffrent de la dégradation du système et qui espèrent que des réponses claires soient apportées à leurs questions et à leurs problèmes.

Le phénomène est vrai dans tous les partis. Certes, on consulte, on reçoit, on écoute, mais c'est toujours pour faire ce que les experts des partis, ultra compétents, ont réinventé en quelques jours.

Il est encore plus étonnant que les mêmes obstacles se dressent sur la voie du progrès 30 ou 40 ans après leur installation. Ceux qui s'opposèrent avec succès à l'idée d'école fondamentale dans les années 1970 persistent et signent, s'associant aux milieux les plus réactionnaires, pour empêcher la création d'une école de la scolarité obligatoire qui fait pourtant l'objet d'un certain consensus face à l'échec incontestable du collège où les élèves s'ennuient et contestent quand ils le peuvent.

Il est moins étonnant par contre que l'opinion publique soit massivement conservatrice et que même les personnes qui ont été victimes du système revendiquent son maintien avec l'espoir que leurs enfants s'en sortiront mieux qu'eux et la conviction que la nouveauté ne peut être que néfaste. On connaît bien l'expression « qui ont fait leurs preuves » alors que les concepts qu'elle porte ont justement fait la preuve du contraire. Mais rien n'est fait, entre les échéances électorales, pour élever le niveau d'information et de formation des citoyens sur le fonctionnement du système éducatif. Dans un débat droite / gauche fossilisé, on se limite à la bataille non négligeable certes, mais très réductrice, sur les moyens. On porte des banderoles contre les suppressions de postes mais pas contre les programmes imposés sans concertation.

L'opinion publique et les conservateurs conduisent ceux qui veulent gagner les élections à déranger le moins possible pour ne pas perdre de voix et à toujours reporter à plus tard les décisions qu'il aurait fallu prendre il y a 50 ans et que l'on n'a jamais osé prendre par électoralisme et courtermisme.

Nous sommes à nouveau à un moment crucial de l'histoire de l'école

Des perles oubliées dans le fond des tiroirs

J'ai retrouvé un ouvrage fort intéressant, préfacé par François Mitterrand, publié chez Flammarion il y a près de 40 ans, en 1972, « Changer la vie ». On y trouve quelques perles dont certaines sont réinventées pour chaque échéance par des équipes nouvelles, et dont d'autres ont été enterrées ou enfouies dans les tiroirs sans avoir été appliquées alors que les problèmes qu'elles espéraient résoudre n'ont fait que s'aggraver.

En voici quelques unes :

A la page 156 : « **De 6 ans à la fin de la scolarité obligatoire : l'école de base.** (...). La mission de l'école de base sera claire : permettre à tous d'arriver à un niveau de compréhension de la société suffisant pour y agir et la faire évoluer : préparer efficacement à l'exercice d'une première activité professionnelle et aux mutations inévitables ». Au moment où, sur quasiment tous les bords de l'échiquier politique, des spécialistes plaident pour l'école du socle ou l'école de la scolarité obligatoire, où l'on mesure l'échec de la création du collège unique sur la base de la généralisation de l'enseignement du second degré élitiste, issu des lycées napoléoniens, à l'ensemble d'une classe d'âge à l'entrée en 6^{ème}, on constate que les projets ont tendance soit à condamner le collège purement et simplement, revenant aux conceptions ségrégationnistes de l'école d'antan soit à louvoyer en annonçant que ce sera pour plus tard et en réitérant des incantations qui ne sont quasiment jamais traduites dans les faits, sur la nécessité de réduire la rupture école / collège qui atteint pourtant des niveaux dramatiques.

A la page 157 : « **Les programmes.** Ils seront progressivement revus en fonction d'un certain nombre de principes : généralisation des disciplines d'éveil, de l'initiation artistique, du travail manuel et de la technologie ; ouverture à tous les problèmes de la société moderne ; réponse aux besoins exprimés par l'enfant en matière d'éducation sexuelle (...), obligation de réserver un quart du temps scolaire aux jeux et aux sports ... ». Au moment où la distance entre les finalités, les valeurs, et les programmes disciplinaires cloisonnés fait perdre le sens de l'éducation, provoque un ennui généralisé chez les élèves, provoque de la souffrance chez les enseignants réduits à n'être que des transmetteurs de savoirs alors qu'ils devraient être aussi des professeurs d'intelligence, la question des programmes est occultée ou mise dans l'ombre comme si ceux de 2008 s'étaient définitivement imposés pour l'éternité, nonobstant les conditions dans lesquelles ils ont surgi et leur dimension idéologique réactionnaire..

A la page 157 encore : « **Les méthodes pédagogiques.** (...) Si l'on veut adapter l'éducation au processus de développement de chaque enfant, c'est la notion de classe elle-même – c'est-à-dire de regroupement des enfants selon le critère dominant de l'âge – qui doit être remise en cause... » et un peu plus loin, ce passage fondamental: « Dans la vie de la classe et de l'établissement scolaire, la démocratie sera autant que possible introduite par le développement de la coopération à l'école, par l'importance donnée aux foyers socio-éducatifs, par l'encouragement au travail de groupe, de manière que l'élève fasse l'apprentissage de la responsabilité du citoyen ». Au moment où la pédagogie est systématiquement déniée sans émouvoir grand monde (pilotage par les résultats, suppression de la

formation professionnelle, autoritarisme, etc), les projets se limitent trop souvent à des vœux pieux.

Bien évidemment, ces textes seraient à actualiser, à compléter, à préciser, mais l'essentiel y était dit comme il l'était dans les projets des mouvements pédagogiques, de la Ligue de l'enseignement, des syndicats progressistes... depuis longtemps.

Freinet et d'autres avaient raison encore bien avant l'édition de « Changer la vie ». Leurs travaux ont été le plus souvent oubliés pour permettre à des spécialistes de réinventer l'eau tiède, voire très très tiède, et même parfois, glaciale.

Les questions décisives

L'école de la scolarité obligatoire est à mettre en place. Chacun le sait. La secondarisation du collège est un échec reconnu. Renouveler les incantations réitérées depuis plus de 30 ans pour améliorer la liaison CM2 / 6^{ème} ne servira à rien. Y ajouter quelques pincées de possibilités d'échanges entre les enseignants du premier et du second degré, y ajouter un zeste de projet et des tonnes d'évaluation qui culpabilisent toujours l'amont, n'y changera rien. Ajouter des postes n'y changera rien. On remettra encore à plus tard, c'est-à-dire à jamais au grand désespoir des enseignants progressistes engagés qui se découragent et finiront, vaincus, par baisser les bras

Une rédéfinition des finalités, du socle et de la statue, des programmes, sur la base d'un grand débat citoyen s'impose. Une cohérence entre les finalités et les programmes est une exigence minimale. Chacun le sait. On sait qu'il serait temps de donner plus d'importance aux finalités – complètement oubliées en dehors des discours - et de permettre plus de souplesse au niveau des programmes. On sait que l'explosion des savoirs et de leur diffusion conduit, qu'on le veuille ou non, à une nouvelle réflexion sur le choix et la place des disciplines scolaires, leurs rapports avec les savoirs sociaux et les savoirs savants, leur sens pour une meilleure compréhension du monde. Le choix des disciplines cloisonnées peut-il être universel et éternel quand tout bouge et change autour de l'école ? Pour quelles raisons réelles ne peut-on les changer ? Pourquoi pas de la philosophie ou de l'économie ou de l'éducation à la santé beaucoup plus tôt dans la scolarité ? Je crains qu'une fois encore ce débat soit fui, que l'on n'osera pas annoncer l'abrogation des programmes indigents de 2008 et une réflexion de fond sur ces questions ou alors qu'on l'annonce pour après demain, c'est-à-dire pour jamais.

La question des contenus est liée, évidemment, à celle de la pédagogie, cette pédagogie qui est totalement déniée aujourd'hui, avec le pilotage par les résultats, avec la mastérisation et la fin de la formation des maîtres, avec l'autoritarisme accru, négation de la liberté pédagogique, avec la stupidité entretenue des préalables, des progressions du faux simple complexe au vrai complexe simple. Elle est liée à la question des évaluations qui ne sont aujourd'hui que des contrôles confus dans deux disciplines exclusives. Osera-t-on annoncer une remise à plat de la question et une période transitoire laissant la place aux recherches des équipes pédagogiques, à l'intelligence collective, à la confiance ? Rien n'est moins sûr.

La question de la souffrance des enseignants est vitale pour le système. La réponse à ce problème qui devient énorme n'est pas dans les primes, les postes supplémentaires, les aumônes aux débutants toujours nommés dans les établissements les plus difficiles. Elle est dans la lisibilité de la place des enseignants dans la société, dans la mise en évidence du sens de leur métier, dans leur mobilisation pour un projet neuf, enthousiasmant, elle est dans leur formation. Il ne suffira pas d'annoncer le rétablissement de la formation alors que les faits ont prouvé qu'il fallait une autre formation. Les stages et les tentatives toujours vaines, de reproduire des comportements (modèle applicationniste), les contenus massivement disciplinaires sclérosés sans philosophie, sans sociologie, sans anthropologie, sans histoire de l'école et des disciplines, sans mise en œuvre d'une pédagogie de résolution de problèmes pour la formation elle-même, sans prospective, ne serviront à rien si ce n'est donner bonne conscience aux décideurs. La réponse à cette souffrance souvent ignorée de la hiérarchie n'est pas dans la persistance d'un système d'inspection désuet, vieillot, infantilisant, autoritaire, ni dans le pilotage par les résultats dont on connaît la nocivité dans un domaine qui n'est ni l'industrie, ni la finance, mais l'éminemment humain. Elle est dans la confiance. Comment la rétablir ? Il est plus simple de fermer les yeux sur la détresse, le découragement, le nombre grandissant de profs « bordélisés », démotivés, fatigués.

Il conviendrait d'ajouter au tableau la question du projet et du territoire, celle de l'éducation globale ouverte sur les autres moyens et lieux de diffusion du savoir, celle du décloisonnement des acteurs de l'éducation (la scolaro-centration n'a plus de sens), celle des rapports avec les familles, etc.

Espoir ou désespoir ?

Le fait est, étonnant, que les solutions existent, qu'on les connaît, qu'elles sont expérimentées dans tous les établissements où les mouvements pédagogiques ont réussi à survivre malgré l'absence de moyens et de considération. Le fait est que la littérature pédagogique et sociologique française est reconnue dans le monde pour sa richesse et sa pertinence et qu'elle contient tout. Le fait est que la synthèse des projets éducatifs des mouvements pédagogiques (ICEM Freinet, GFEN, Cercles de pédagogie institutionnelle, CRAP, OCCE, AGEEM), des mouvements d'éducation populaire (Ligue de l'Enseignement, CEMEA, Francas...), de l'appel de Bobigny, même si celui-ci est encore timoré par rapport à une vision prospective de la société, suffiraient à mobiliser les acteurs d'une éducation neuve, ambitieuse, émancipatrice, démocratique.

Le fait est que les projets de Jean Zay, de Langevin et de Wallon, de la loi de 1989, restés ou remis dans les cartons, montraient la voie.

Aura-t-on le courage politique de se remettre sur cette voie ? Osera-t-on ?

Osera-t-on donner au moins quelques signes forts : l'abrogation des nouveaux vieux programmes de 2008, la refonte des programmes de la maternelle à l'université, en cohérence avec les finalités, la remise à plat complète des évaluations, la création à court terme de l'école de la scolarité obligatoire, la remise en cause fondamentale de la gouvernance du système et l'arrêt des pratiques infantilisantes et autoritaires de la hiérarchie avec une

nouvelle définition des missions des corps d'inspection, la refonte complète de la formation initiale et continue de tous les personnels ?

Osera-t-on enfin ? Ou annoncera-t-on que « l'on verra » parce que personne n'est prêt alors que l'on se prépare depuis 40 ans, parce que c'est la crise, parce que les conservateurs de tous bords parlent fort ?

Osera-t-on parler concrètement du plaisir d'apprendre et du bonheur d'enseigner ?

Si l'on n'y parvient pas en 2012, après 40 ans de frilosités, de lâchetés, de pragmatisme à courte vue, de colorisation quand il fallait une refondation, alors, on n'y parviendra jamais.

Et le beau rêve de l'école démocratique du futur, humaine, généreuse, portée par le peuple pour le peuple, s'envolera à jamais face à l'ultra libéralisme autoritaire débridé qui s'installe dans l'indifférence.

Il était pourtant beau ce rêve, n'est-ce pas ? Voyez ce qu'écrivait le SNI en 1973 dans son projet d'école fondamentale :

« L'école fondamentale, nous la voulons ouverte à la vie, aux réalités quotidiennes, aux activités de l'environnement. Qu'elle soit de plain pied avec ce monde dans lequel et par lequel elle existe ; elle y parviendra par le contenu de son enseignement, par ses dimensions raisonnables, par la vie et la saine animation qui naîtront en son sein. Lieu d'enseignement, masi surtout foyer culturel, l'école fondamentale doit être cette maison où l'enfant et l'adolescent viendront s'instruire mais aussi apprendront à penser, à dialoguer, à créer, à jouer, c'est-à-dire à vivre, et à vivre en commun. »

Comme l'écrit Guy Georges, dans un beau livre ¹ où il explique l'histoire de ce concept d'école fondamentale : **« Il y a bientôt quarante ans... Oui, nous en avons rêvé. Est-il donc impossible de passer du rêve à la réalité ? »**

¹ « i majuscule comme Instituteur » Guy Georges. Préface de Hubert Montagner. Editions Bruno Leprince. Octobre 2011. Un livre à lire pour savoir et pour comprendre le passé et les enjeux du futur.